

# État-nation, clé de voûte de la question kurde et française

*Le mouvement kurde et son positionnement politique ne peut se comprendre sans la compréhension du concept d'État-nation. Ce concept et sa critique est d'autant plus difficile à appréhender qu'en France l'État-nation est devenu une notion intégrée et intériorisée.*

## Partie 1: l'État-nation

La France est le berceau de l'État-nation au sens strict du terme. C'est la puissance que lui a conféré ce système lors de la révolution française qui lui a permis de balayer l'Europe. Commençons par définir les deux termes.

Définissons l'État comme détenant le monopole de la violence symbolique légitime. On reprends ici la définition de Bourdieu-Weber. On entend par symbolique l'idée que celui-ci n'a pas toujours besoin de la violence physique pour se maintenir mais a besoin que les populations administrées croient à ces symboles de domination et qu'elles les acceptent dans leur très large majorité. On pourrait dire que c'est la capacité des dominants à imposer un système de pensée pour faire accepter leur domination aux populations dominées.

Définissons la nation comme un peuple, une ethnie qui se différencie des autres nations par une culture et/ou une langue spécifique et/ou une histoire commune. Il s'agit donc de fusionner l'idée d'un peuple qui se construit autour d'un État-unique. Par conséquent on exclue l'idée qu'il y ait d'autres peuples liés à cet État. Par exemple en France, on parle toujours d'un peuple français, pourtant il y a bien plusieurs peuples avec leurs cultures, leurs histoires et langues spécifiques comme les Basques, les Corses, les Bretons, les Alsaciens, etc. La violence symbolique dans ce cas se retrouve dans le fait qu'ils soient constamment ignorés ou considérés comme négligeables. Ainsi des peuples entiers sont exclus de toute (ou presque) existence étatique et institutionnelle. On n'entend pas de la bouche d'un politicien « les peuples de France ». On pourrait dire qu'ils sont exclus de toute existence symbolique (ou presque).

Ce n'est pas un hasard si les États-nations prennent leurs racines dans la colonisation dont la justification de ces crimes de masse se retrouvent dans l'exclusion des populations colonisées d'une identité blanche. « Les sauvages » devant être éduqués par la force pour

leur apporter la « civilisation ». Cet esprit colonial est largement lié à la mentalité d'État-nation où le Blanc, ou l'ethnie comme dans le cas des États-nation arabes, détenant le pouvoir symbolique contre les non-blancs ou non-arabes.

Or la colonisation est également au cœur de l'entreprise de développement du capitaliste à partir du 16ème siècle. L'État-nation est analysé par Abdullah Öcalan et son organisation le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), mais aussi par les municipalistes libertaires, comme le système politique du capitalisme par excellence. Sa force de cohésion sociale permettant la stabilité nécessaire à la grande disparité de richesses et à l'exploitation outrancière que ce système économique développe.

Dans le contexte français, il faut que « la » population « française » sous influence se retrouve dans une identité commune qui permet de la rassembler : la nation. L'État doit modeler une identité, souvent calquée sur celle des conservatismes dominants voire imaginaires, et qui dit identité nationale dit exclusion. En effet, l'identité qui se construit dans le cadre de l'État se fait en opposition à d'autres identités. D'abord il y a un peuple, donc une langue avec un vocabulaire, une grammaire et un orthographe spécifiques. Par exemple, quelqu'un qui commet des fautes d'orthographe sur son CV détruit grandement ses chances de se faire embaucher dans de très nombreux métiers. Mais cela ne suffit pas, les « non-nationaux » peuvent très bien avoir appris la langue en question. Donc cette fois-ci, on crée un registre national avec ses auteurs « français » et un patrimoine lui aussi identifié comme « français ». Pour prendre un exemple à l'étranger : l'Émir Abdelkader, leader anti-colonial du 19 ème siècle, est enseigné en Algérie comme étant un fervent défenseur de la nation arabe, faisant de lui un héros du panarabisme. Le problème : celui-ci est berbère. Il s'agit d'intégrer des personnages historiques en ignorant leurs ethnies, leurs cultures spécifiques et leurs contextes historiques en vue de récupérer leur combat pour des causes qui n'était pas les siennes. En France, on peut cité la Joconde, celle-ci est située au Louvre, haut lieu du patrimoine français, et vue comme la plus belle œuvre d'art de France. Pourtant c'est Léonard de Vinci qui l'a réalisée alors dans une péninsule italienne morcelée en cités-

États. Les « non-nationaux » avec des références culturelles différentes se retrouvent exclus.

Ainsi l'État-nation se crée un répertoire avec ses héros, ses objets fétichisés qui tendent à vouloir prouver la réalité de cette nation destinée à construire un État garant à son tour de cette identité. Cela permet de construire une cohésion autour de l'État. L'État a besoin de muscler sa cohésion pour la simple et bonne raison qu'il est traversé par de nombreux antagonismes de classes, de sexes, de races, psychiques et bien d'autres. La société sans un sentiment d'union serait beaucoup plus fragile. Sinon, comment réunir les prolétaires et les patrons si rien ne les rapproche ?

Par définition, l'État-nation est un outil formidable de divisions pour opposer une identité symbolique aux reste de la société. Pour comprendre comment cette identité symbolique est construite, il suffit de regarder l'assemblée nationale française. La grande majorité des députés sont : des hommes, blancs, de culture chrétienne, d'âge mûr, valide, nés dans des quartiers urbains favorisés, diplômés des « hautes écoles », issus de réseaux informels comme la promotion Voltaire de L'ENA de François Hollande. Beaucoup de députés ont souvent des relations avec des lobbies et se sont liés à leurs intérêts (tabac, industrie pharmaceutique, agroalimentaire, etc.). Ils sont presque tous formés et adeptes de la pensée économique néo-libérale. À partir de cela, on pourrait également déduire beaucoup d'autres points communs qui servent de vecteurs pour caractériser l'identité symbolique dominante.

À partir de là, plusieurs leviers se dégagent pour le pouvoir et sa violence symbolique. Par exemple, le levier de « Blancs ». Les entreprises et la fonction publique sont largement dominées par des Blancs, ils sont « priorités » dans l'emploi et la hiérarchie. L'éducation nationale dans le 93, pour en avoir été témoin, en est une caricature. Les postes de professeurs et de direction sont occupés très majoritairement par des Blancs, alors que les Bia-toss (personnels de cantine, techniques, etc.) sont occupés par un très grand nombre d'Antillais. Pendant que les classes d'élèves sont très colorées, issues de l'immigration d'origines géographiques très diverses.

C'est une répartition « raciale » de l'environnement social qui commence dès l'enfance. Quelque chose à laquelle on s'habitue parce que cela paraît « normal ». Pourtant les Antillais sont des « Français de souche », leur territoire étant sous souveraineté de l'État « français » avant même les Niçois, mais on constate qu'ils ont un patrimoine économique et un statut social moins valorisés dans le cadre de l'éducation nationale du 93. C'est très probablement vrai ailleurs. Par conséquent, les uns et les autres intériorisent comme « légitime » que se soit les Blancs qui dominent. Bien qu'il n'y ait pas de textes de loi en France pour l'affirmer concrètement, c'est une réalité structurelle qui s'impose d'où découle l'oppression des « non-blancs » et la mise en place d'une violence symbolique blanche.

Un autre exemple, celui des diplômes. En France, une grande importance est accordée aux diplômes pour trouver un travail non-ingrat et bien rémunéré. Cela accorde un statut de « connaisseur » dans un domaine spécifique. Pourtant le diplôme est une sélection sociale basée sur l'appropriation du capital culturel par héritage. En effet, en France le capital économique, social et culturel des parents est très déterminant dans le niveau de qualification que l'on peut obtenir dans ses études. En 1964, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron publiaient un livre intitulé « Les étudiants, les héritiers et la culture ». Ils démontraient déjà que la sphère familiale favorisait ou défavorisait les étudiants par l'acquisition de certains traits culturels. De nombreux groupes sociaux s'en trouvaient exclus non pas pour des raisons objectives mais par la présence ou la non-présence de signes sociaux distinctifs sur leurs copies pourtant anonymes. De plus, 1964 était une époque où l'ascension sociale était plus probante qu'aujourd'hui, c'est pour ainsi dire que l'actualité de ce livre a été renforcée au cours des dernières décennies. C'est comme cela que les classes préparatoires aux grandes écoles se retrouvent avec un fort contingent de fils et de filles de professeurs au fort patrimoine culturel ou encore avec des enfants issus de la petite bourgeoisie et bourgeoisie. Dans le même temps, une minorité infime d'enfants d'employés et d'ouvriers se retrouvent dans ces mêmes classes préparatoires alors qu'ils représentent démographiquement des parts beaucoup plus importantes de la population. Pour finir, un diplôme n'est que

la mesure au-dessus d'un seuil donné de la capacité de certains à restituer une certaine quantité de connaissance culturelle et sociale à un instant T. Beaucoup peuvent obtenir les mêmes connaissances par la pratique ou par un apprentissage autodidacte. Ainsi le diplôme renforce l'aspect de l'héritage de cette identité symbolique dominante, le diplôme incarne en France la transmission de la domination de cette identité symbolique dominante de parents à enfants.

Un dernier exemple, la domination symbolique de l'homme sur la femme. Cette organisation sociale qui vise à asservir la moitié de la société ne date pas d'hier et elle est souvent dénommée par système patriarcal. En référence aux patriarches romains qui avaient le pouvoir de vie et de mort sur les membres de sa famille. De toutes les formes d'oppression, elle est probablement la plus ancienne et la plus ancrée dans nos sociétés. En France, cette oppression est largement invisibilisée car bien que la loi officielle reconnaît l'égalité des sexes, en pratique cette égalité n'existe pas. Les femmes sont payées en moyenne 20% de moins que les hommes à travail égal. Les tâches ménagères sont principalement le fait des femmes, environ 80% des tâches ménagères au sein d'un foyer sont effectuées par les femmes. Les femmes sont largement victimes de violences sexuelles à travers le harcèlement et les agressions. Enfin, les femmes subissent un matraquage idéologique pour les pousser à rentrer dans un rôle de mère. La politique nataliste (allocations familial, réduction d'impôts etc) est caractéristique en France de cette volonté de faire des femmes des mères. Notamment en imprégnant les populations administrées de l'idée qu'il a toujours été ainsi et qu'il est naturel que « la » femme soit le deuxième sexe. Cette domination symbolique passe largement par la non-présence des femmes dans les postes de décision de la société ou les hommes sont sur-représentés comme à l'assemblée nationale. Bien que ces inégalités ne soient la continuité de bien des millénaires d'exploitation du corps des femmes précédant l'État-nation, celui-ci renforce la séparation des genres par le biais une fois de plus de la confrontation des identités. Les femmes étant grandement responsables de l'éducation des enfants, ces dernières sont poussées à transmettre le mode de fonctionnement du dominant. Le corps et l'esprit des femmes se re-

trouvent « colonisés » et responsables de perpétrer la « race » pour garantir la suprématie de celle-ci. Récemment en Turquie, le président turc Erdogan a fait des discours dans lesquels il attaque directement les droits des femmes sur la contraception, droits chèrement acquis par celles-ci. Il ne fait pas simplement cette déclaration parce qu'il est sexiste mais aussi parce qu'il est raciste car le taux de natalité des populations turques est très inférieur aux populations kurdes, craignant un renversement démographique dans les décennies à venir. Ainsi la domination des femmes par les hommes est un pilier essentiel au bon fonctionnement du système de domination de l'identité symbolique, les relayant comme une identité sexuelle secondaire consacrée à la reproduction sous esclavage sexiste.

L'État-nation recoupe également d'autre aspect. Souvent le contrôle effroyable sur les corps et les esprits nécessite d'imposants appareils bureaucratiques, idéologiques et de répression. L'appareil bureaucratique ne demande que peu de commentaires sur l'ensemble des administrations qui s'emparent de nos existences en examinant chaque aspect de celle-ci par une paperasse disproportionnée et incompréhensible contrôlant toujours plus nos vies intimes. L'appareil idéologique passe par un important dispositif médiatique à sa botte à travers sa collaboration étroite avec les grands capitaines d'industries, ce dispositif idéologique se complète avec une éducation nationale qui renforce les inégalités face à l'apprentissage et l'accès aux savoirs où les professeurs sont poussés à jouer les flics idéologiques dans des établissements qui ressemblent de plus en plus à des prisons. Il n'y a qu'à voir comment sont disposés la majorité des classes du primaire au secondaire pour comprendre le poids symbolique qu'a le professeur sur ses élèves, le droit de désigner qui sait et qui ne sait pas selon des critères de l'État-nation. Enfin, l'appareil de répression est constitué d'un important dispositif policier et militaire.

L'un des aspects modernes les plus marquant de l'État-nation est sa centralisation extrême du pouvoir et son univers concentrationnaire urbain qui vont de pair. Des mégapoles immenses naissent en pillant d'immenses richesses naturelles et ressources démographiques. Ces espaces urbains sans âme se retrouvent à être des centres d'emplois arrachant des millions d'individus

à leurs régions d'origine. Détruisant les liens de communauté entre les individus, détruisant une part de leur identité par la même occasion, les renvoyant à une position où ils sont seuls dans des foules immenses. Les trajets des RER et métros parisiens en sont un exemple poignant où des millions de gens se croisent sous-terre sans presque jamais se parler, où des mendiants cherchent la charité en nombre dans une ambiance froide et cruelle. Les femmes se font toutes harcelées par des inconnus qui se moquent bien des conséquences de leurs méfaits. Les liens sociaux sont glaciaux et brutaux dans ce monde de cadence infernale où chaque jour des gens passent des heures dans ces transports serrés les uns contre les autres. C'est l'un des nombreux méfaits de ces concentrations urbaines qui isole et renforce le contrôle de l'État-nation sur ces individus isolés de leurs milieux sociaux.

Bien entendu, d'autres facteurs peuvent également rentrer en compte mais ces différents axes, comme les dégâts écologiques qu'entraînent ces concentrations urbaines et ces logiques de domination sur la nature, la réduisant à un simple élément à valeur marchande. Mais cette dernière dimension n'est pas le point le plus développé dans le corpus théorique du mouvement d'émancipation kurde.

## Partie 2 : les expériences de cités-assemblées et de confédérations

Bien que le contexte soit différent, la première partie a été abordé sous l'angle de l'ethnocentrisme qu'on peut trouver en France. En effet, nous sommes conditionnés à croire que les problèmes des peuples du moyen-orient sont éloignés des nôtres, pourtant, nos systèmes politiques sont proches. Les Kurdes sont principalement répartis dans quatre États-nations, subissant une violence inouïe faite d'une histoire de génocides et d'exterminations culturo-linguistiques. L'un des exemples les plus frappants est l'opération Anfal lancée par Saddam Hussein il y a moins de 30 ans. L'opération Anfal visait purement et simplement à exterminer la population kurde. Cette opération a tout les aspects d'un génocide commis dans les règles : déportation, camps de concentration, complicité silencieuse de la communauté internationale, destruction de 90% des villages kurdes d'Irak et extermination, principalement par gazage, de plus de 182 000 Kurdes. Ce mode opé-

ratoire n'a rien à envier aux crimes coloniaux des Blancs et s'il est aussi proche des procédés fascistes européens, c'est tout simplement qu'il s'appuie sur les mêmes mentalités issues du même système : l'État-nation.

Par conséquent, créé un État-nation kurde indépendant fut considéré comme une approche contre-productive par le PKK. En effet, à partir du moment où l'on crée un État lié à une identité et des frontières, on crée de l'oppression envers ceux qui ne sont pas de cette identité et on ne peut pas évidemment pas émanciper les populations en leur créant de nouvelles oppressions. Les expériences passées ont prouvé leur incapacité à mettre fin aux oppressions comme en URSS où la mise en application d'un « socialisme réel » et la création d'un « homme nouveau » n'ont fait que perpétuer une mentalité d'identité symbolique et donc violente. La mentalité de l'État-nation soviétique est la création d'une identité nationale soviétique forgée dans les écoles de la pensée unique. Tous les processus révolutionnaires ont échoué à donner des sociétés émancipées des chaînes de la domination. Pour prendre un autre exemple poignant, il n'est pas de meilleur que la guerre d'Espagne. Alors que les partis de gauche étatistes, comme les staliens, ne pesaient pas lourd au début de l'année 1936 face à la CNT et ses 1.5 millions d'adhérents, celle-ci a échoué à mettre en place une politique de rupture avec l'État-nation et le capitalisme. L'exemple le plus marquant de cela n'est ni la participation d'anarchistes au gouvernement républicain, ni le refus de lutter contre la bourgeoisie républicaine en participant au front populaire, mais la question de l'indépendance du Maroc. Les syndicalistes révolutionnaires ont refusé en bloc l'idée d'une indépendance du Maroc parce qu'il s'agissait de « sauvages » incapables de se gouverner. Ce n'est pas un acte simplement raciste caractéristique de la mentalité coloniale, c'était aussi donner les moyens à Franco d'avoir une armée. En effet, ce dernier avait raté son coup d'État et, plus généralement, il pensait avoir perdu la guerre, les principaux foyers de population et industriels étant aux mains des républicains (Madrid et Barcelone). Mais Franco pouvait compter sur une armada de supplétifs marocains qui lui permirent de rapidement lancer l'assaut. Si les syndicalistes révolutionnaires, très puissants dans l'Espagne républicaine, avaient rompu avec leur mentalité coloniale et accordé

l'indépendance du Maroc, Franco se serait retrouvé sans effectif militaire significatif. Il s'agit donc pour les révolutionnaires du monde entier de rompre avec la mentalité coloniale engendrée par le nationalisme caractéristique de l'État-nation sachant qu'une nation sous domination coloniale peut, elle aussi, avoir une politique coloniale envers d'autres groupes « non-nationaux ».

Par conséquent, que faire ? On ne peut pas créer un État-nation sans perpétuer la domination d'un groupe social sur un autre, on ne peut pas non plus le réformer ou attendre son dépérissement et on ne peut pas continuer à détruire la planète par l'exploitation démesurée des richesses par le système capitalisme. Murray Bookchin, puis son disciple Abdullah Öcalan, firent des recherches dans les zones d'ombres laissées par les mouvements marxistes-léninistes classiques et identifièrent une forme d'organisation alternative à l'État capable de lui résister.

Avant de passer à une lecture historique, il est important de préciser que nous rentrons dans une approche qui n'est pas linéaire mais cumulative de l'histoire, au sens où Lévi-Strauss l'entend. Nous partons du principe que celle-ci ne s'est pas développée à partir de stades (esclavagisme, féodalisme, capitaliste, etc...) et donc qu'elle n'est pas linéaire. Chaque civilisation a développé ses propres systèmes de valeurs et les personnes issues de ces systèmes de valeurs ont tendance à penser que le leur est supérieur aux autres. Ces systèmes de valeurs ne sont pas forcément très efficaces non-seulement pour analyser sa propre civilisation, mais encore moins quand il s'agit d'une autre. Par conséquent, on peut considérer que plusieurs foyers de civilisation indépendants, avec leurs propres systèmes de pensée autonomes des uns des autres, interagissent entre eux. Il ne s'agit donc pas de déterminer des stades ni de faire des hiérarchies entre ceux-ci.

L'analyse qui suit sur les expériences « anti-étatique » est fortement inspiré du livre : « Le municipalisme libertaire » de Janet Biehl.

Contrairement à l'approche marxiste qui se veut linéaire et économique de l'histoire, Murray Bookchin va analyser les rapports hiérarchiques. Il va analyser les différentes formes de sociétés sans État ou anti-étatique depuis la pré-histoire. Il commence avec l'étude des sociétés naturelles (ou communisme « primitif

» chez Marx). Pour Bookchin et Öcalan, les sociétés naturelles ne prennent pas fin avec l'esclavage mais par l'exploitation de la femme par l'homme. En effet, les représentations positives de la femme évoluent au cours de l'histoire ancienne allant de la déesse terre-mère, comme Gaïa, représentation positive de la femme au moment où la femme est rendue responsable de méfaits à travers des mythologies, où certaines de ces déesses usent de séduction pour pervertir les dieux masculins, jusqu'à l'arrivée des monothéismes où elle est considérée comme la source des tentations et donc du mal de ce monde. C'est la base de ce que Abdullah Öcalan nomme « la mentalité masculine », source des guerres et des sociétés esclavagistes présentes et futures, ce moment est appelé « la rupture des genres ». Par conséquent, la source des oppressions, et des premières hiérarchies, prend racine dans l'appropriation, ou colonisation, du corps des femmes par les hommes. Une fois ces États formés sur la base de l'exploitation des femmes, la mentalité masculine dominatrice et hiérarchique va s'organiser autour de tribus qui vont chercher à s'approprier les richesses des autres tribus, les non membres de la tribu étant perçus comme une menace. L'un des premiers exemples historiques de l'antiquité qui va intéresser Murray Bookchin est Athènes. C'est le prototype par excellence de la cité-assemblée. Malgré la mentalité impérialiste, le fait que les femmes, les métèques et les esclaves soit exclus du champ politique, la cité-assemblée d'Athènes va inventer une des premières formes connues de démocratie directe de l'histoire. À son apogée, le système politique d'Athènes est entre guillemets sans « État » entre citoyen car, à l'intérieur du champ politique, chaque citoyen est défini par le fait qu'il a le droit de porter une arme et donc a en charge la défense et la sécurité de la cité. Les choix politiques et les procès se font en public où tous les citoyens pouvaient s'exprimer dans de grandes assemblées où les élus, choisis par suffrage direct ou par tirage au sort, sont sous contrôle démocratique direct et souvent avec un mandat court d'un ou deux ans. Chaque citoyen est considéré comme ayant les compétences nécessaires pour occuper n'importe quel poste au sein de la société, ce qui pré suppose un haut niveau d'éducation politique, l'aristocratie et les tribus ayant été abolies. Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur l'expérience athénienne et de son apogée juste avant

la guerre du Péloponnèse. Les municipalistes libertaires retiennent certains axes qui sont indispensables au bon fonctionnement de la démocratie :

Celle-ci ne peut se faire qu'à une échelle municipale, à une échelle locale. En effet, pour exercer un pouvoir démocratique direct, les assemblées doivent être assez petites pour accueillir toute la communauté.

La démocratie doit se construire directement avec les élus, sans échelons intermédiaires dans la prise de décisions. Les mandats des élus doivent être de courte durée, sous contrôle et révocables.

Chaque citoyen doit être formé de façon polyvalente et équivalente.

Les rapports hiérarchiques doivent être abolis au sein de l'assemblée pour que celle-ci soit viable.

Les inégalités sociales et économiques doivent être les plus faibles possibles pour le bon fonctionnement de la cité-assemblée (risque d'achat de voix, etc...).

La cité-assemblée doit organiser son auto-défense pour survivre face à l'agression des États.

La justice s'exerce sous des valeurs éthiques, comme dans les sociétés naturelles avant la cité-assemblée, opposées au futur droit romain et bureaucratie prolifique.

Le système athénien ne s'est pas imposé du jour au lendemain aux groupes sociaux (ou classes) dominants. Il a même cohabité longtemps avec l'aristocratie et les tribus. Malgré cela, ces groupes sociaux dominants ont décliné jusqu'à disparaître face à la montée en puissance des forces démocratiques et citoyennes.

Athènes est un bon exemple de démocratie directe et de cité-assemblée malgré l'exclusion des femmes, des métèques et des esclaves. Contrairement à la pensée classique, les municipalistes libertaires pensent que cela n'est pas rendu possible par l'exploitation et l'exclusion du champ politique des femmes, des métèques et des esclaves mais malgré cette situation. En effet, rares sont les sociétés fondées sur ces bases à avoir vécu des expériences similaires, la plupart ayant tendance à l'autoritarisme.

De nombreuses formes de démocratie, sous forme de cité-assemblée, sont apparues dans l'histoire et à une bien plus grande échelle qu'Athènes. Quand

plusieurs municipalités se sont retrouvées menacées par des États, elles se sont confédérées pour les combattre et ont parfois gagné. Nous allons aborder pour cela trois exemples historiques : les communes médiévales, l'Assemblée de Nouvelle-Angleterre et les Sections parisiennes.

Dans le nord de la péninsule italienne et dans le sud de la France se développa entre le XI<sup>ème</sup> et le XIII<sup>ème</sup> siècle une bourgeoisie marchande. Un commerce florissant et d'importantes productions artisanales se concentrèrent autour des villes. La noblesse et le clergé étant peu enclins à légiférer efficacement sur les questions économiques, les bourgeois locaux commencèrent à imposer par eux-mêmes une législation locale aux villes dans lesquelles ils développèrent assez d'influence. De facto, ces bourgeoisies finirent par avoir le contrôle de leurs affaires au niveau de ces municipalités. La confrontation devint inévitable et ces municipalités cherchèrent à se libérer de leurs seigneurs. Dans le nord de l'Italie, la Ligue lombarde se rebella contre le Saint-Empire romain-germanique. La Ligue lombarde était une confédération militaire entre différentes communes qui finit par mettre en échec l'armée impériale en 1176. Ces communes obtinrent le droit de se gouverner elles-mêmes suite à la paix de Constance en 1183. La paix actait que l'empereur ne pouvait plus interagir dans les affaires de ces cités. C'est le début de l'essor des communes médiévales. Le mot « commune » signifiant les localités émancipées du joug des seigneurs. Au début les communes étaient dirigées par des associations de bourgeois qui faisaient le serment de respecter les libertés individuelles de leurs concitoyens, de défendre et de promouvoir leurs intérêts communs. La première institution communale des villes italiennes fut l'assemblée de tous les membres de la commune. Elle adoptait les lois et choisissait deux magistrats, l'un exécutif et l'autre judiciaire, qui, pendant un an, avaient la charge d'administrer les affaires de la ville. Dans ces communes qui étaient en pleine essor, les nouveaux arrivants étaient exclus du champ politique. Souvent il n'y avait que les familles fondatrices de la commune qui avaient le droit de vote. Les femmes, les travailleurs des champs et, de façon générale, les non-propriétaires n'avaient pas le droit de vote. Une petite minorité de la population masculine, les aristocrates,

avait accès aux fonctions des charges publiques. L'embryon de démocratie y était faible souvent soumis aux luttes de pouvoir des magistrats.

Mais dans le même mouvement des municipalités se libérant du joug de leurs seigneurs, les populations de ces municipalités cherchaient à se libérer de l'autorité de leurs magistrats, notamment à Nîmes qui avait acquis une certaine autonomie vis-à-vis de la couronne de France dans la même période que les villes italiennes. En 1198, le peuple entier de Nîmes obtint le droit de vote aux assemblées pour élire les magistrats. Dans cette lutte de pouvoir, le « *popolo* » (les maîtres artisans, les boutiquiers, les professionnels, les notaires, les marchands, les financiers, la bourgeoisie commerciale mais qui exclut les tisserands et les journaliers (ouvriers agricoles)), va affronter l'aristocratie et ses privilèges. Le *popolo* créa des guildes de quartier, qui réunissaient tous les hommes d'un même métier. Ces guildes formèrent rapidement leurs propres milices. Le *popolo* commença à lutter contre la noblesse dans les villes. Le *popolo* finit par prendre le pouvoir dans de nombreuses villes entre 1200 et 1260 dont Florence ou encore à Montpellier où les guildes fusionnaient avec le gouvernement municipal lui-même. Cela engendra une démocratisation très forte du pouvoir passant entre les mains de l'aristocratie, à une part très importante de la population des villes. Marsile de Padoue écrivait sur ces communes : « le législateur, ou la cause première et juste de la loi, est le peuple ou le corps des citoyens ou sa partie la plus importante, de par son choix ou sa volonté exprimée oralement dans l'assemblée générale des citoyens. »

Il y a également un mouvement de même nature un peu plus tardif en Flandre et dans le reste du Saint-Empire romain-germanique. Ces mouvements allaient voir les révoltes des guildes dites secondaires, comme les tisserands, prendre une place importante et acquérir d'importantes avancées qui excluaient quasiment les patriciens.

La démocratisation des communes médiévales est d'un grand intérêt malgré le fait qu'elle exclut les femmes, les journaliers, les pauvres, les travailleurs des champs et presque tous les migrants, selon l'argument qu'ils pouvaient être contrôlés par les riches marchands et les aristocrates.

C'est une ironie de l'histoire mais ce furent les communautés protestantes et

puritaines de Nouvelle-Angleterre du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles qui vont perpétuer une tradition de démocratie directe. En effet, les puritains de la Nouvelle-Angleterre considéraient la démocratie comme profondément immorale. Mais c'est à travers le « congrégationalisme » que ces derniers vont développer des pratiques très démocratiques. En effet, cette secte protestante anglaise défendait l'autonomie de chaque congrégation contre l'intrusion des prêtres et des évêques. Le congrégationalisme reposait sur le postulat que chaque groupe de fidèles formait un tout en soi, subordonné à nul mortel et guidé uniquement par la Bible. En bref, il n'aimait pas le clergé. Dans le nouveau monde, ces communautés se liaient par des pactes communautaires jurant d'obéir à Dieu et de se soucier des âmes des uns et des autres au sein de la communauté.

L'organisation de ces communautés commença à former un maillage de villages autonomes organisés autour de leurs églises. Chaque communauté rédigeait au moins deux pactes, l'un était intemporel et concernait les affaires religieuses, et l'autre était municipal. Les terres étaient réparties équitablement entre les membres de la communauté. Il y avait peu d'inégalité financière entre les membres de la communauté au début de leur existence notamment par un partage équitable des terres. Les milices de ces communautés étaient créées sur le même principe d'égalité. Ces communautés finirent par créer des assemblées municipales. En principe, seuls les fidèles adultes de sexe masculin, ceux qui avaient reçu la « grâce » de Dieu, avaient le droit de vote à ces assemblées et ceux qui n'appartenaient pas à la secte pouvaient assister et délibérer aux assemblées sans participer au processus de décision. Mais, très vite, le suffrage fut étendu pour inclure tous les habitants adultes de sexe masculin ayant quelques propriétés ou un revenu régulier (qui incluait une bonne part des revenus modestes), puis tous les hommes qui juraient d'avoir la propriété requise. Le droit de vote aux assemblées rendait éligible à tous les postes en charge des affaires publiques. L'influence de ces communautés prit une grande importance à tel point qu'en 1635, le gouvernement colonial anglais reconnut l'assemblée municipale comme corps décisionnel suprême dans chaque village. Les villages commencèrent à élire des représentants pour gérer les affaires courantes, mais les représentants n'avaient pas de pouvoir étendu et de-

vaient seulement exécuter les décisions prises entre deux assemblées. Au début, ces élus étaient surtout les « anciens » religieux, les premiers membres de la communauté formant une petite aristocratie où l'assemblée faisait office de chambre d'enregistrement. Leur mandat durait qu'une seule année.

Entre 1680 et 1720, les assemblées prirent le dessus sur les conseils et transformèrent la politique municipale en démocratie de facto. Après la mort des « anciens », les jeunes venus les remplacer ne jouissaient pas de la même aura. Les assemblées renforcèrent leur contrôle sur ces jeunes élus et les assemblées se tinrent de plus en plus souvent. Les assemblées municipales devinrent un véritable corps décisionnaire. Elles décidaient des taxes, du budget, arbitrait les conflits relatifs aux titres et propriétés, acceptaient les migrants, octroyaient des concessions et permis d'entreprise et planifiaient le développement économique.

Pour se faire représenter auprès du gouvernement colonial, chaque village envoyait des délégués à Boston. Comme les conseils, les « anciens » furent chassés, les délégués recevaient leurs mandats directement de l'assemblée municipale et devaient s'y conformer. Les délégués étaient soumis à un régime de mandat impératif, les villages allant même jusqu'à envoyer une « escorte » avec leurs délégués pour bien vérifier qu'ils respectaient les décisions prises en assemblée. Les votes des délégués furent rendus publics, les assemblées pouvant ainsi vérifier si leurs votes avaient bien été respectés. La couronne voulut alors reprendre la main, mais les lois édictées par la couronne étaient appliquées en fonction du bon vouloir de ces assemblées. Dans la pratique, les assemblées municipales basées sur des principes de démocratie directe avaient pris le pouvoir.

Après l'épisode du Tea Party, début de la guerre d'indépendance, l'une des premières réactions de Londres va être d'abolir ces assemblées municipales. Par la suite, les assemblées vont jouer un rôle important dans la guerre d'indépendance des treize colonies d'Amérique. Finalement, ces assemblées furent dépouillées de leur pouvoir par les révolutionnaires américains avec la constitution des États puis par la Constitution fédérale de 1787.

Encore une fois, cette expérience de démocratie directe a pu se faire malgré l'esclavagisme, l'exclusion des femmes, des plus pauvres et les amérindiens

contre lesquels se sont battues ces communautés. Il n'empêche pas moins que cet épisode historique qui se déroule sur près de 150 ans est riche d'enseignements au même titre que la Ligue lombarde, c'est un exemple de confédération de communes qui a su résister longtemps aux États parmi les plus puissants de leur époque.

Le dernier exemple sont les Sections parisiennes de la révolution française. En 1789, la monarchie dut céder la création de districts électoraux dans toute la France. À Paris, 60 assemblées de district furent créées. Après les élections, ces assemblées continuèrent à se réunir malgré la disparition de leur justification légale. Avec l'écroulement de l'État, ces assemblées fonctionnaient comme de véritables institutions quasi-légales en concurrence avec l'assemblée nationale formée à Versailles. Après un nouveau redécoupage passant à 40 sections à Paris, les sections devinrent la base légale du gouvernement municipal dans toutes les grandes villes de France : Lyon, Marseille, Bordeaux et Toulouse. Pendant la révolution, environ 44 000 communes autonomes, dont les plus grandes sous contrôle des assemblées de section, occupèrent une grande partie du champ politique dans toute la France. Elles avaient des prérogatives locales mais aussi nationales. Elles prirent le contrôle de la Garde nationale (à titre d'échelle, les forces armées, principalement la garde nationale, de la ville de Paris était la deuxième plus grande force militaire après l'armée aux ordres convention), en contrôlant la structure et le contenu politique, plus le temps passé plus les sections se démocratisaient et se radicalisaient. À Paris, elle s'ouvrirent à tous les hommes adultes et même parfois aux femmes (enfin !) sans restriction vis-à-vis de la propriété et du statut. Les sections formaient la base d'une démocratie directe extrêmement radicale. En 1792 et 1793, c'est une expérience consciente de démocratie directe où les sections considéraient la souveraineté populaire comme un droit inaliénable appartenant à tous les citoyens, un droit qui ne pouvait être délégué aux représentants d'une assemblée nationale. Les assemblées des sections parisiennes se réunissaient dans les chapelles et les églises expropriées et elles élisaient six députés à la commune de Paris, dont la tâche principale était de coordonner toutes les sections de la cité. Chaque section légiférait sur les questions de sécurité

publique, l'approvisionnement, les finances. Plus important encore, chacune disposait de son propre bataillon de la Garde nationale, artillerie comprise, sur lequel elle exerçait un contrôle absolu. Les officiers étaient élus par la section et ils obéissaient aux directives de cette dernière. Les réunions des sections attiraient d'immenses foules et presque tout le peuple de Paris, des royalistes au plus radical des révolutionnaires, venaient débattre au sein de ces assemblées.

C'est en 1792 que les membres les plus radicaux des sections parisiennes vont envahir les Tuileries et déposer le roi. Pendant cette même période, le démocrate radical Jean Varlet de la commission des droits de l'homme tenta d'organiser un gouvernement parallèle pour construire la « Commune des communes » en formant une confédération de villes et de villages pour renverser le gouvernement national. Après des insurrections ratées, la tentative échoua à renverser la Convention et les Jacobins se dépêchèrent d'enfermer les leaders des sections dès leur prise de pouvoir.

Il est d'autant plus intéressant que cette épisode de démocratie radicale est largement méconnue et invisibilisée. Les Jacobins écrivirent avec leur plume l'histoire de l'époque avec leur État-nation si cher à leurs yeux. Cette épisode est d'autant plus impressionnant qu'il prend forme dans la mégapole parisienne et ses 500 000 habitants. Les sections ont failli réussir à renverser l'État-nation qui les a vues naître pour le remplacer par une confédération de communes.

Ces exemples font l'objet d'une longue présentation mais ils ont une importance cruciale et ils sont largement méconnus des milieux porteur d'un projet émancipateur. Ces expériences de démocratie directe autour des municipalités ne sont pas des exception dans l'histoire. Il en existe bien d'autres que je n'ai pas décrits sur tous les continents. Même de façon déformée, ces assemblées ont fini par remettre en cause profondément l'ordre social ayant tendance avec le temps à aller vers plus de démocratie, d'égalité et de justice jusqu'à ce que l'État et les classes dominantes ne les combattent parfois dans l'urgence. De plus, dans ces cadres démocratiques, les municipalités confédérées ont su résister de façon efficace aux États et, plus important encore, elles ont failli défaire le plus puissant État-nation de leur époque, c'est à dire l'État national français né dans le sillage de la révolution française. L'État-nation qui est en

quelque sorte la pierre philosophale du pouvoir des classes dominantes contemporaines. Par conséquent, l'histoire montre qu'il est possible d'organiser des expériences locales décentralisées qui résistent aux États-nations centralisés.

Parti 3 : la réponse du PKK, le confédéralisme démocratique

Revenons à la question kurde dont les populations sont réparties sur 4 États-nations. Partant du principe que les expériences révolutionnaires basées sur l'État, et plus particulièrement l'État-nation, sont vouées à l'échec, le fait de construire un nouvel État sur des bases ethniques était devenu absurde et la solution, après plus de dix ans de réflexions de recherches de 1995 à 2005, aboutit à leur nouvelle orientation politique : le confédéralisme démocratique, ou Nation démocratique, inspiré en grande partie, mais pas seulement, des thèses de Bookchin sur le municipalisme libertaire. Ils avaient enfin la solution à leur dilemme et pouvaient partir à la conquête non plus simplement du peuple kurde mais de tout le Moyen-orient. Le peuple kurde devenant le moteur d'une démocratie radicale pour tout le Moyen-orient dans le cadre d'une confédération moyen-orientale sans établir de nouvelles frontières, ni même construire un État kurde. Mais comment ?

Comme nous l'avons vu plus haut, l'État-nation tire sa force des divisions identitaires qui traversent nos sociétés, d'où les différentes identités sont soumises à la violence symbolique puis physique quand celle-ci échoue. Les femmes sont opprimées par les hommes, les non-nationaux par les nationaux, les LGBT par les hétéros, etc... Enrichis de leur expérience anti-coloniale de plus 30 ans, les Kurdes partisans du confédéralisme démocratique vont y ajouter des méthodes bien à eux.

Il s'agit de construire, comme le prône Murray Bookchin, dès aujourd'hui les assemblées populaires décentralisées de double pouvoir qui renverseront l'État et le capitalisme demain. Il ne s'agit plus d'attendre le grand soir et la formation miraculeuse des instances de démocratie directe dans ce cadre mais de construire dès aujourd'hui et maintenant dans les villes et les campagnes des communes qui chercheront à imposer une démocratie réelle au niveau municipal. Une fois la prise de pouvoir effectuée par les assemblées en dissolvant l'ancien ordre qui régissait ces mu-

nicipalités et en imposant un nouveau contrat social basé sur des principes de démocratie, d'égalité, de féminisme et d'écologie, ces municipalités sont poussées à se rassembler pour former des confédérations. Ces municipalités auront en charge de la gestion de toutes les questions locales et prendront des décisions sur de plus grandes étendues avec le reste de la confédération.

Mais on pourrait dire les oppressions n'ont pas disparu pour autant. Certes, mais alors comment faire pour les combattre ? D'une certaine manière les Kurdes ont repris une célèbre maxime de la première internationale : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs d'eux-mêmes » en « l'émancipation des opprimés sera l'œuvre des opprimés eux-mêmes ». Il ne s'agit pas simplement de construire les instances de double pouvoir, en créant dès aujourd'hui les communes qui renverseront les États-nations de demain, mais de créer les communes qui conditionnent l'émancipation des populations opprimées. Les Kurdes ont commencé à fonder des communes de femmes ou conseils de femmes. Ces dernières sont en charge des décisions relevant des questions de la femme. Ces communes de femmes se confédèrent à leur tour dans de grandes confédérations de femmes et, ainsi de suite, des communes se créent autour des identités qui souhaitent se réunir comme des communes de chrétiens, d'Arabes, de Turkmènes... et ils se confédèrent à leur tour dans de plus grandes confédérations pour porter leur voix dans le mouvement des conseils ainsi créé. Les communes élisent sous un mandat impératif leur exécutif chargé de respecter la volonté des assemblées populaires. Les municipalités se réunissent sous l'égide d'un contrat social chargé de donner les grandes valeurs de la confédération. Mais certains me diront aussi : et les classes dominantes, en particulier la bourgeoisie, qu'est-ce qu'on en fait ? Là est un point de clivage avec la doctrine marxiste-léniniste classique. Dans le municipalisme libertaire, l'individu n'est plus défini par rapport à sa fonction économique mais par rapport à sa place dans le champ politique qui lui donne accès aux droits de légiférer et d'exécuter les tâches votées en assemblée. La bourgeoisie, par définition, se retrouve en extrême minorité dans ces assemblées face à une masse de citoyens. Le pouvoir étant aux mains des municipalités, celles-ci seront poussées à prendre le contrôle des grandes propriétés face

à une masse de citoyens qui en est privée. Que vaudra la voix des bourgeois qui représenteront une infime partie des votes ? Les bourgeois préféreront tout simplement ne pas y participer pour mieux combattre les communes de toute leur force et s'ils décident d'y participer, ils seront minoritaires.

L'autre aspect important dans la théorie du municipalisme libertaire, c'est qu'il faut démocratiser les lieux de travail en les soumettant aux directives des assemblées municipales. Dans les temps qui sont les nôtres, l'identité économique des travailleurs est de plus en plus restreinte. Par exemple en France, ce sont plus de 10 millions de personnes qui sont soumises au travail occasionnel, au chômage ou encore qui vivent du RSA ou pire qui sont exclues de toutes prestations sociales. Autant dire qu'une politique qui vise à émanciper et qui ne donne qu'une place secondaire à ces groupes sociaux dans le cadre d'une révolution, quand environ 1/4 de la population active en fait partie, risque d'échouer. La grève général ne concerne pas ces populations par exemple. Et ce, sans parler des commerçants, artisans et petits propriétaires qui constituent une grosse portion de la population également. Seul un lien communautaire ou local permet de rassembler l'ensemble de la population pour qu'elle puisse s'émanciper. Cela n'enlève en rien, bien entendu, de l'importance des luttes à mener dans le monde du travail et ne tend pas à minorer leur importance.

Dans le cas du Kurdistan, appeler à l'abolition de la propriété des moyens de production dans une région comme le Rojava dominée par la petite propriété est encore peu efficace. Il n'empêche qu'en matière économique, les municipalités créent des coopératives sous leur contrôle et les ressources stratégiques (comme le pétrole) sont sous contrôle du canton.

Ils faut bien comprendre que la démocratie radicale contient en elle-même les solutions à l'émancipation des populations par elle-mêmes et que ce n'est pas une minorité d'individus, ou un parti, qui peut le faire à leur place.

Maintenant, on peut rétorquer que c'est utopique. On peut répondre que cette théorie est déjà mise en pratique dans tout le Kurdistan mais surtout au Rojava. C'est ce que j'ai constaté en me rendant sur place et en étudiant la société là-bas. Le Rojava ou Kurdistan syrien se situe dans le nord de la Syrie où un blocus quasi-total de la Turquie et du Kurdistan irakien est exercé. Le reste

de ses frontières est dominé par Daech ou des milices islamistes profondément réactionnaires. Pourtant, les forces sociales du Rojava mettent aujourd'hui en œuvre les théories du confédéralisme démocratique.

En effet, des communes ont été créées, elles se regroupent dans des assemblées de quartier puis à leur tour en assemblées de ville puis de canton, les assemblées étant incitées à régler les questions le plus localement possible. L'exécutif de la « Commune des communes » s'appelle le TEV-DEM (mouvement pour une société démocratique). Les cantons sont liés entre eux à travers un contrat social<sup>2</sup> qui offre une grande autonomie aux municipalités. Le contrat social a fortement été inspiré d'un texte réalisé par des femmes kurdes de la fédération des femmes du Kurdistan. De plus, des milices de villes, les HPC, fleurissent sous le contrôle des assemblées de ville. Les milices des YPG/YPJ (unité de défense du peuple/unité de défense des femmes) ont des commandants révocables et les femmes ont leur propre corps d'armée autonome, les YPJ. Les YPG/YPJ n'ont pas qu'un rôle militaire, ils se réunissent régulièrement pour se former à la politique et débattre. Ils sont les premiers à porter une aide humanitaire et à sensibiliser les populations à la démocratie directe et à l'anti-patriarcat sur les territoires libérés du Joug de Daech. Ces troupes composées d'ouvriers, d'employés, de paysans, d'artisans enregistrent victoire sur victoire contre Daech.

Les municipalités encouragent ou créent des coopératives<sup>3</sup> dans lesquelles chaque membre de la coopérative élit un représentant au conseil de la commune. Les membres de la coopérative élisent aussi leur conseil de gestion de la coopérative qui est lui-même composé d'un représentant de l'assemblée à laquelle est liée la coopérative. Les revenus sont répartis de manière équitable entre tous les membres de la coopérative. Une partie des revenus est reversée dans les caisses de la municipalité et l'autre partie est tout simplement gardée dans l'objectif de développer la coopérative. Quand il ne s'agit pas de coopérative, une grande partie des terres a été municipalisée. Pour finir, les ressources stratégiques comme le pétrole sont sous contrôle du TEV-DEM.

Les communes de femmes mènent des politiques anti-patriarcales dans tout le Rojava contre les crimes d'honneur, les mariages forcés mais aussi contre les

répartitions inégales du travail ménager. La grande majorité des postes pratique la co-présidence, c'est-à-dire que tous les postes électifs sont co-présidés à la fois par un homme et une femme. Les assemblées législatives se retrouvent avec presque pour moitié des femmes, à minima 40% du corps électif, comme si en France nous avions entre 200 et 300 députés femmes à l'assemblée nationale. Tous les hommes et les femmes qui intègrent l'armée reçoivent une formation contre la mentalité masculine mais plus largement la société est aussi éduquée dans ce sens. Les progrès vont jusqu'à mandater des tribunaux de femmes pour juger certains crimes sexistes. Les femmes forment parfois leurs propres coopératives. Ainsi les femmes se retrouvent maître de leur destin en prenant directement part aux institutions politiques, civiles, économique et militaires.

Les communes de chrétiens défendent leurs droits en temps que minorité si bien que le canton de Cizîre a reconnu trois langues officielles : le Kurmanji (langue kurde), l'Arabe et le Syriaque. Le Syriaque, langue chrétienne dérivé de l'Araméen, est ainsi retranscrit à travers tous les textes publics devant être disponibles dans les trois langues. Par exemple, à l'assemblée législative de Cizîre, il y a trois secrétaires qui retranscrivent les débats chacun dans une des trois langues. Le co-président de l'assemblée est lui-même un Syriaque.

La justice y est pratiquée sur des bases éthiques et non le droit romain. La peine de mort ainsi que la torture y ont été abolies. La peine de prison maximale est de 20 ans. Les droits de l'homme font partie des valeurs fondamentales du Rojava. Ainsi, les assemblées élisent des représentants aux comités de la Paix chargés de réguler la plupart des délits à l'exception des plus « graves » : les crimes (comme des meurtres ou des viols, par exemple). Ces comités de la paix dans une logique de réconciliation sociale. Par exemple, sur des disputes liées à la terre héritée de la colonisation arabe effectuée par le régime baasiste ont autorité pour juger ces affaires. Ils ont réglé des dizaines de milliers de conflits : du vol à la tire, à de nouvelles répartitions des terres et ainsi fait fondre la criminalité comme neige au soleil. La justice guidée par idéal démocratique a été jusqu'à libérer des prisonniers sous la demande d'assemblées populaires cherchant le compromis et le consensus. Le processus révolutionnaire gagne actuellement les populations non-kurde

en grand nombre. On estime qu'environ 30% des YPG sont composés d'Arabes. De plus, les troupes kurdes ont à plusieurs reprises sauvé les populations arabes du joug totalitaire de Daech comme à Hassaké où, lorsque les troupes du régime ont fui face à une offensive de Daech, les YPG/YPJ sont venus au secours des quartiers arabes, écrasant du même coup Daech et les préjugés qui opposent les deux communautés. Autre exemple, l'offensive menée par le conseil militaire de Manbij contre la ville du même nom, est composée en majorité d'Arabes pour montrer que les Kurdes ne cherchent ni revanche ni la suprématie ethnique.

Le processus révolutionnaire s'internationalise en gagnant le Bakur (Kurdistan du nord situé en Turquie) et le Başur (Kurdistan du Sud situé en Irak). Au Bakur, une guerre impitoyable oppose les forces des YPS et PKK à l'État-nation de Turquie. Ce dernier n'hésitant pas à raser des villes entières pour obtenir la victoire lors de ces opérations de nettoyages ethnique. De nombreuses villes kurdes se sont insurgées et ont déclaré leur autonomie et on pris le chemin de l'insurrection contre l'État colonial. Au Başur, les forces du PKK et des YPG/YPJ ont sauvé les Yézidis, une minorité kurdophone païenne vivant principalement en Irak, du génocide que leur réservait Daech avec la complicité du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak. Les Yézidis sont aujourd'hui organisés en assemblées et ont créé, avec l'aide du PKK et des YPG/YPJ, une force d'auto-défense les YBŞ.

Leurs résultats sont impressionnants et n'ont pas à pâlir de nos expériences européennes qui ont tourné aux vinaigres. Une brèche s'est ouverte pour l'émancipation des peuples du monde entier et elle se nomme Rojava. Elle est encore trop méconnue et largement incomprise en particulier tant que beaucoup n'auront pas assimilé le concept d'État-nation qui est d'autant plus difficile à comprendre quand on est un homme, blanc, de culture chrétienne, hétéro-normé et psychophobique. Pour ainsi dire, nous sommes possédés par nos dominations désirées ou non-désirées. Il est souvent difficile d'admettre que l'on peut être un oppresseur sans le vouloir. Les femmes et les hommes kurdes font partie des opprimés et nous montrent la voie avec leur alternative internationaliste.

La longue réflexion du PKK aurait pu le mener à capituler mais au lieu de cela

il s'est rapproché d'une idéologie anarchiste et l'a adapté à sa manière. Les mouvements et individus qui cherchent à émanciper l'humanité des chaînes de la domination ont beaucoup à apprendre de l'alternative auto-gestionnaire du PKK. Il est important de savoir que cet article n'aborde de façon succincte qu'un point de la théorie du confédéralisme démocratique et du municipalisme libertaire. Les deux mouvements jouissant d'une grande richesse intellectuelle et culturelle, il reste encore beaucoup à étudier. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si le PKK est l'un des derniers mouvements issus du communisme étant toujours considéré comme terroriste par l'Occident car son système alternatif est une véritable menace pour les États-nations. Il est temps qu'à leur tour les individus et mouvements combattant pour l'émancipation, en France et en Occident, repensent tous leurs fondamentaux comme l'ont fait les kurdes du PKK. Le confédéralisme démocratique semble être une base concrète, vivante et inspirante pour commencer le long travail de renaissance des pensées émancipatrices.

RAPHAËL LEBRUJAH

11 juillet 2016

### Bibliographie :

- Le municipalisme libertaire de Janet Biehl
- Les étudiants, les héritiers et la culture de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron
- Sur l'Etat de Pierre Bourdieu
- Race et histoire de Lévis-Strauss
- Les identités meurtrières d'Amin Maalouf
- Brochure Confédéralisme Démocratique D'Abdullah Öcalan
- Le savant et le politique de Max Weber
- 1 <http://www.centpapiers.com/cho-meurs-visibles-et-invisibles-la-barre-des-10-millions-franchie/>
- 2 <http://www.rojbas.org/2014/11/19/le-contrat-social-de-rojava/>
- 3 <http://info.rojava.tumblr.com/post/142397810130/rojava-syrie-1%C3%A9conomie-sociale-%C3%A0-travers-le>